

(Commentaire émis à la suite du Manifeste des citoyens-mangeurs du Québec)

L'agriculture est au fondement de la plupart des sociétés contemporaines et représente l'activité où les humains interagissent le plus intimement avec l'environnement afin d'assurer leurs besoins vitaux. La question des pratiques agricoles soulève donc la question du rapport approprié entre les êtres humains et les entités non-humaines : animaux, plantes, arbres, insectes, et même eau, sol, minéraux... Pourtant, dans des sociétés industrialisées, l'agriculture est de plus en plus méconnue, voire occultée, et les savoirs agricoles sont largement perdus, un trou dans la mémoire collective qui signale la dissociation et l'aliénation des "consommateurs" de la terre qui les nourrit. En fait, l'aliment est perçu avant tout comme une commodité, sans source apparente, qui arrive tout emballé dans l'épicerie locale, sans référence à l'animal ou la plante qui le constitue. L'agriculture Les agriculteurs et agricultrices ont toujours été (et devraient demeurer) des producteurs d'aliments avant tout, et non pas d'intrants industriels. Il faut retrouver le lien vital avec cette fonction de l'agriculture: nourrir la population locale et régionale avant tout. Il faut donc miser sur la souveraineté alimentaire dans la mesure du possible, surtout dans un contexte d'insécurité grandissante et de dépendance accrue vis-à-vis d'autres pays. Lorsqu'ils travaillent dans une perspective d'agro-biologie (agriculture écologique, agriculture véritablement durable, comme on voudra), les agriculteurs protègent les terres, les paysages, les ressources naturelles, la biodiversité et notre capacité de se nourrir. Il faut absolument éviter de semer des OGM, qui présentent un danger non seulement pour la santé de l'écosystème (y inclu les humains) et qui risquent d'avoir des impacts complètement imprévisibles à de nombreux niveaux, mais qui en plus remettent un pouvoir démesuré entre les mains de grandes corporations. Il faut aussi, à mon avis, éviter le piège des bio-carburants qui ne font qu'encourager un modèle de l'agriculture qui est à décourager: emphase sur de grandes cultures nécessitant de grandes quantités d'intrants issus de l'industrie pétrochimique; utilisation de bonnes terres agricoles à des fins non-alimentaires dans un monde où beaucoup trop de personnes souffrent de faim; illusion que nous ferons des économies d'énergie (alors que des gens comme John Ikerd et David Pimentel ont démontré que c'est faux); etc.

Je considère que nous devons encourager par tous les moyens une transition vers l'agriculture biologique et d'autres méthodes de culture et d'élevage plus écologiques, et ce, à la grandeur de la province et dans tous les secteurs. Il faut penser à des politiques et incitatifs telles qu'il en existent dans de nombreux pays européens: remboursement des frais de certification bio; aide financière à la transition; prime à l'hectare en production biologique; aide à la mise en marché; développement de circuits courts (locaux et régionaux); protection face aux produits importés dont plusieurs ne rencontrent pas les mêmes normes que nous avons ici, etc.

Il ne s'agit pas, pour moi, de se refermer sur soi, ni de verser dans un protectionisme à outrance. Je suis contre tous les intégrismes, y inclus les intégrismes de l'achat local. Je crois que ce qu'il nous faut, c'est une vision d'une société solidaire, équitable, dynamique et capable de subvenir aux besoins de base de toute sa population, mais qui entretient aussi (inévitablement) des liens commerciaux et d'échange de savoirs par exemple, avec d'autres pays dans un modèle équitable. Autant les agriculteurs des autres pays doivent être payés équitablement pour leur travail, autant nos agriculteurs aussi devraient recevoir une rémunération juste pour leur travail, ce qui n'est pas toujours le cas actuellement.

Enfin, j'aimerais voir davantage de soutien pour la relève, en trouvant des formules innovatrices pour faciliter le transfert de ferme, pour permettre aux aspirants agriculteurs d'acquérir de l'expérience (mentorat, stages, fermes pépinières, etc.), et pour encourager les jeunes à embarquer dans une démarche agro-biologique. Aussi, je crois qu'il faut trouver des moyens de rendre des aliments sains, nourrissants, biologiques et de qualité disponibles à TOUS, et non seulement aux plus nantis. Ceci peut se faire non seulement en subventionnant des choix alimentaires sains, mais en trouvant des mécanismes pour réduire d'autres frais courants, tel le logement qui ne cesse de grimper (que ce soit en location ou à l'achat). De telles mesures ont été expérimentées dans d'autres pays (voir le Toronto Food Policy Council) et permettent aux familles à revenu faible de libérer des sous pour l'épicerie qui iraient autrement au loyer.

Je ne crois pas que malgré toute la bonne volonté que nous avons en tant qu'individus (achat direct du producteur, achats québécois, équitable, etc.) nous puissions changer radicalement le système agro-alimentaire. Je ne souscrit pas non plus au message "acheter c'est voter" car je trouve que ça nous garde dans une logique de marché néo-libérale où le pouvoir passe par l'argent et les achats (alors que nous visons à réduire notre consommation). C'est pourquoi il faut absolument un gouvernement qui a le courage de se donner des politiques et des mécanismes pour imaginer et créer un réseau agro-alimentaire où tous les acteurs--et les processus de VIE globalement--sont soutenus. Nous avons beau vivre dans un monde où des innovations technologiques nous happent de plus en plus et nous distancient toujours davantage de notre matérialité, il n'en demeure pas moins que nous sommes des êtres incarnés, des organismes vivants, qui dépendons ultimement de la terre vivante et de tous les êtres humains et non-humains qui la partagent avec nous, dont les aliments! J'aimerais voir un gouvernement qui reconnaisse fondamentalement cette réalité et qui cessent de se plier aux intérêts des grandes industries.

Merci!

Mary Richardson